

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

25 novembre 2010

PROPOSITION DE LOI

**modifiant, en ce qui concerne la procédure
d'asile, la loi du 15 décembre 1980
sur l'accès au territoire,
le séjour, l'établissement
et l'éloignement des étrangers**

(déposée par Mme Sarah Smeyers,
M. Theo Francken
et Mme Daphné Dumery)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi vise à rendre l'accès à la procédure belge en matière d'asile plus efficace et à décourager les recours abusifs. Elle vise également à ce que soient prises diverses mesures pour accélérer la procédure. La proposition intègre une directive européenne.

Désormais, l'étranger doit contribuer activement à la constatation de son identité, de son origine et de son itinéraire. Une procédure écrite pour les demandes d'asile multiples doit inciter l'étranger à introduire immédiatement un dossier complet.

La demande multiple sera désormais prise en considération par le commissaire général. Les possibilités pour le commissaire général de déclarer une demande manifestement non fondée sont considérablement étendues. Dans certains cas très spécifiques, il est habilité à prendre des décisions sans entendre l'étranger intéressé.

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

25 november 2010

WETSVOORSTEL

**tot wijziging, wat betreft de asielprocedure,
van de wet van 15 december
1980 betreffende de toegang tot het
grondgebied, het verblijf, de vestiging
en de verwijdering van vreemdelingen**

(ingediend door mevrouw Sarah Smeyers,
de heer Theo Francken
en mevrouw Daphné Dumery)

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe de toegang tot de Belgische asielprocedure efficiënter te maken en oneigenlijk gebruik te ontmoedigen. Ook worden diverse maatregelen genomen om de procedure te versnellen. Het voorstel integreert een Europese richtlijn.

Voortaan dient de vreemdeling actief bij te dragen bij het vaststellen van zijn identiteit, herkomst en reisweg. Een schriftelijke procedure voor meervoudige asielaanvragen moet de vreemdeling aansporen om onmiddellijk een volledig dossier in te dienen.

De Commissaris-generaal zal voortaan de meervoudige aanvragen in overweging nemen. De mogelijkheden voor de Commissaris-generaal om een aanvraag kennelijk ongegrond te verklaren worden gevoelig uitgebreid. In bepaalde, erg duidelijke gevallen krijgt hij de mogelijkheid om beslissingen te nemen zonder de betrokken vreemdeling te horen.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Démocratique en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
LDD	:	Lijst Dedecker
PP	:	Parti Populaire
<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN: Plenum
COM:	Réunion de commission	COM: Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		
<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>		

Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail: publications@laChambre.be	Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail: publicaties@deKamer.be
--	---

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

À la fin de 2009, le monde comptait 43,3 millions de personnes déplacées, le chiffre le plus élevé en 15 ans, selon les Nations unies. Avec 28 foyers de conflit graves dans le monde, une procédure d'asile ouverte et correcte demeure une bouée de sauvetage internationale pour des millions de réfugiés.

La mise en œuvre d'une politique d'asile humaine représente un défi énorme pour toute équipe gouvernementale. Il s'agit d'un exercice d'équilibre extrêmement complexe qui doit tenir compte de la situation mondiale, de la politique européenne et du contexte national. Or, les précédents gouvernements belges ont mal évalué ce contexte national de la politique d'asile. En raison d'un manque de cohérence, de courage et de vision, notre pays se trouve enlisé dans une crise sans issue en matière d'asile, qui met à rude épreuve l'assise financière, mais surtout sociale de nos grandes villes. Le précieux tissu se réduit à vue d'œil.

Contrairement à ce que l'on entend souvent, la crise en matière d'asile n'est pas due en premier lieu à un manque de places d'accueil. Il n'y a jamais eu autant de places d'accueil qu'aujourd'hui (19 859). C'est au contraire l'augmentation spectaculaire du nombre de demandes d'asile, que les instances d'asile ne parviennent pas à suivre, qui a mené à la crise actuelle. Voici quelques chiffres:

	Demandes	Demandes Nombre de personnes
2007	11 115	14 051
2008	12 252	15 588
2009	17 186	22 785

La situation s'avère encore plus inquiétante lorsque l'on prend en compte l'augmentation spectaculaire qui se produit en 2010:

- Mai: 1 243
- Juin: 1 375
- Juillet: 1 537
- Août: 1 773
- Septembre: 1 905
- Octobre: 2 076

En termes de nouvelles demandes d'asile, 2010 dépassera même de loin l'année record 2009.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Eind 2009 telde de wereld 43,3 miljoen ontheemden, het hoogste aantal in 15 jaar volgens de VN. Met 28 ernstige conflicthaarden in de wereld blijft een open en correcte asielprocedure een internationale reddingsboei voor miljoenen vluchtelingen.

Het voeren van een humaan asielbeleid is voor elke regeringsploeg een enorme uitdaging. Het is een aartsmoeilijke evenwichtsoefening waarbij rekening moet worden gehouden met de mondiale situatie, het Europees beleid en de nationale context. De afgelopen Belgische regeringen hebben net die nationale context van het asielbeleid verkeerd ingeschat. Door een gebrek aan coherentie, moed en visie bevindt ons land zich in een uitzichtloze asielcrisis die de financiële, maar vooral maatschappelijke draagkracht van onze grootsteden sterk op de proef stelt. Het kostbare weefsel verdunt zienderogen.

In tegenstelling tot wat vaak wordt gesteld, is de asielcrisis niet in de eerste plaats een kwestie van een gebrek aan opvangplaatsen. Er zijn nog nooit zoveel opvangplaatsen geweest als vandaag (19 859). Het is daarentegen een spectaculaire stijging van het aantal asielaanvragen, die door de asielinstanties niet kan worden verwerkt, dat tot de huidige crisis heeft geleid. Enkele cijfers:

	Aanvragen	Aantal personen
2007	11 115	14 051
2008	12 252	15 588
2009	17 186	22 785

Zorgwekkender wordt het, wanneer men de spectaculaire stijging die zich in 2010 voltrekt, bekijkt:

- Mei: 1 243
- Juni: 1 375
- Juli: 1 537
- Augustus: 1 773
- September: 1 905
- Oktober: 2 076

2010 zal qua nieuwe asielaanvragen het topjaar 2009 zelfs nog ver overtreffen.

Les conséquences commencent à devenir dramatiques. On observe une pénurie aigüe de 6 000 places d'accueil. Plus de 300 000 euros d'astreintes ont déjà été payés. Des milliers de candidats réfugiés vulnérables sont privés de l'aide la plus élémentaire. En pleine crise budgétaire, les pouvoirs publics se sont vus contraints d'augmenter le budget de Fedasil, qui est passé de 223 millions d'euros en 2005 à pas moins de 430 millions d'euros pour 2011...

Mais surtout, la crise en matière d'asile sape l'adhésion de la population en faveur de l'accueil et de la protection des réfugiés. Or, offrir une protection aux réfugiés est un devoir moral et humain. Il est clair que pour restaurer cette adhésion dans la population, il s'impose de mettre un terme au recours abusif à la procédure d'asile (lorsque le demandeur d'asile sait d'avance que sa demande sera refusée). À cet effet, le système de l'asile, qui est aujourd'hui un canal d'immigration massivement utilisé, doit retrouver sa finalité première, à savoir offrir une procédure pour protéger les réfugiés.

Contrairement à ce que d'aucuns prétendent, l'explosion du nombre de demandeurs d'asile n'est pas uniquement due à la "détérioration de la situation internationale". Les chiffres suivants sont éloquents: par tête d'habitant, la Belgique compte 2,5 fois plus de demandeurs d'asile que les Pays-Bas, 3 fois plus que la France et 6 fois plus que l'Allemagne.

Mais ce n'est manifestement pas tout: la Belgique a créé elle-même cette crise en matière d'asile en maintenant une législation inadaptée, beaucoup plus souple que la législation en vigueur dans les pays limitrophes.

C'est ainsi que la procédure d'asile belge présente certaines caractéristiques qui la rendent très attrayante par rapport à celle de nos voisins, et qui encouragent dès lors les recours abusifs à cette procédure.

Tout d'abord, l'accès à notre procédure d'asile est quasi illimité. Exception faite de la procédure de Dublin, notre procédure d'asile ne pose aucune condition à l'introduction d'une demande d'asile. À l'inverse de ce qui se fait chez nos voisins, il n'est pas question d'un premier *screening* des demandes d'asile quant à leur irrecevabilité ou à leur caractère manifestement mal fondé (absence de contrôle de recevabilité sur la base de l'origine (pays sûr/pas sûr), de preuve d'identité, de récit relatif à l'asile, ...). Qui plus est, la Belgique est le seul pays d'Europe à autoriser les ressortissants européens à demander l'asile, ce que n'ont pas manqué de faire 671 ressortissants européens en 2009.

De gevolgen zijn stilaan dramatisch. Er is een acuut tekort van 6 000 opvangplaatsen. Er werd al meer dan 300 000 euro aan dwangsommen uitbetaald. Duizenden kwetsbare kandidaat-vluchtelingen zijn verstoken van de meest elementaire hulp. In volle budgettaire crisis werd de overheid genoodzaakt om het budget van Fedasil te verhogen van 223 miljoen euro in 2005 naar liefst 430 miljoen euro voor 2011...

Maar bovenal is het zo dat de asielcrisis het draagvlak bij de bevolking voor de opvang en de bescherming van vluchtelingen ondermijnt. Nochtans is het bieden van bescherming aan vluchtelingen een morele en menselijke plicht. Het is duidelijk dat we, om dit draagvlak bij de bevolking te herstellen, een eind moeten maken aan het oneigenlijk gebruik van de asielprocedure (aanvragen waarvan de asielzoeker bij voorbaat weet dat hij zal worden geweigerd). Het asielstelsel, vandaag een kolkend migratiekanaal, moet daarvoor terugkeren naar zijn essentie: een procedure voor de bescherming van vluchtelingen.

In tegenstelling tot wat sommigen beweren, is de enorme stijging van het aantal asielzoekers niet louter te wijten aan de "verslechterde internationale situatie". Volgende cijfers spreken immers voor zich: per hoofd telt België 2,5 maal zoveel asielzoekers als Nederland, 3 keer zoveel als Frankrijk, en 6 keer zoveel als Duitsland.

Er is duidelijk meer aan de hand: België roept de asielcrisis over zichzelf af door te blijven vasthouden aan een onaangepaste wetgeving, die veel soepeler is dan de wetgeving van de buurlanden.

Zo heeft de Belgische asielprocedure bepaalde kenmerken die het stelsel zeer aantrekkelijk maakt in vergelijking met onze buurlanden, en derhalve oneigenlijk gebruik ervan aanmoedigt.

Voorerst is de toegang tot onze asielprocedure vrijwel onbeperkt. Onze asielprocedure stelt, de Dublin procedure ter zijde gelaten, geen enkele voorwaarde om een asielverzoek in te stellen. Van een eerste screening van de binnenkomende asielaanvragen op ontvankelijkheid of kennelijke ongegrondheid is, in tegenstelling tot in onze buurlanden, geen sprake (geen ontvankelijkheidscontrole op herkomst (veilig/onveilig land), bewijs van identiteit, asielrelas...). Daar komt nog bij dat België als enig land van Europa aan Europese burgers toestaat asiel aan te vragen, wat in 2009 dan ook uitvoerig gedaan werd door zo'n 671 EU-burgers.

En plus d'une accessibilité quasi illimitée, la procédure d'asile est également particulièrement longue en Belgique. En moyenne, le traitement d'une demande d'asile, recours y compris, dure déjà 16 mois. Dans la pratique, cela signifie 16 mois de droit à l'accueil, 16 mois de droit de séjour et 16 mois de protection contre l'expulsion (à titre de comparaison, la durée moyenne de la procédure est de 4,5 mois au Portugal).

Bref, le système d'asile belge est en partie responsable de la crise actuelle de l'asile. Il doit être réformé dans le sens du modèle, bien plus efficace, développé par les pays voisins. Une harmonisation accrue avec l'Europe et les pays voisins réduira sensiblement l'effet d'aspiration observé aujourd'hui dans notre procédure d'asile et débouchera sur une prise de décision plus rapide et meilleure. Elle permettra également de résorber la crise de l'accueil: une diminution du nombre de demandes d'asile entraîne une diminution du nombre de places d'accueil, qui pourront en outre être utilisées de façon plus utile.

La présente proposition de loi et cet ensemble de propositions rendront au candidat réfugié de bonne foi ce qui lui revient: un examen de qualité de sa demande et une décision bien motivée, le tout dans un délai bien plus court. Ces propositions ramènent dès lors le système d'asile à son essence, un mécanisme de protection pour les réfugiés, et restaurent la confiance du citoyen dans la mission de protection du système d'asile.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

L'article 38 de la directive 2004/83/CE DU Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts et l'article 43 de la directive 2005/85/ CE du Conseil du 1^{er} décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres, prescrivent que lorsque les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer aux dispositions de ces directives, ces dispositions doivent contenir une référence à la directive ou doivent être accompagnées d'une telle

Naast de vrijwel onbeperkte toegang tot de asielprocedure, is het bovendien zo dat de asielprocedure in België bijzonder lang aansleept. De behandeling van een asielverzoek duurt, beroep inclusief, nu al gemiddeld 16 maanden. Dit betekent in de praktijk 16 maanden recht op opvang, 16 maanden verblijfsrecht en 16 maand bescherming tegen uitwijzing (ter vergelijking: de procedure in Portugal duurt gemiddeld 4,5 maand).

Kortom, het Belgische asielsysteem heeft de huidige asielcrisis mee veroorzaakt. Het moet worden hervormd naar het veel efficiëntere model van onze buurlanden. Meer harmonisering met Europa en met de buurlanden zal het huidige aanzuigeffect van onze asielprocedure aanzienlijk verminderen en zal leiden tot betere en snellere besluitvorming. Tegelijk zal dit toelaten de opvangcrisis terug te dringen: minder asielaanvragen leidt tot minder opvangplaatsen, die bovendien nuttiger kunnen worden ingezet.

Met dit wetsvoorstel en dit omvattende pakket aan voorstellen wordt aan de *bona fide* kandidaat-vluchteling opnieuw gegeven wat hem toekomt: een kwalitatief onderzoek van zijn aanvraag, met een goed gemotiveerde beslissing, en dit binnen een veel kortere termijn. Met deze voorstellen keert het asielsysteem dan ook terug naar zijn essentie, een beschermingsmechanisme voor vluchtelingen, en wordt het vertrouwen van de burger in de beschermende opdracht van het asielsysteem hersteld.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Artikel 38 van de richtlijn 2004/83/EG van de Raad van 29 april 2004 inzake minimumnormen voor de erkenning van onderdanen van derde landen en staatlozen als vluchteling of als persoon die anderszins internationale bescherming behoeft, en de inhoud van de verleende bescherming en artikel 43 van de richtlijn 2005/85/EG van de Raad van 1 december 2005 betreffende minimumnormen voor de procedures in de lidstaten voor de toekenning of intrekking van de vluchtelingenstatus schrijven voor dat wanneer de lidstaten de nodige wetelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking doen treden om aan de bepalingen van deze Richtlijnen te voldoen, deze bepalingen een verwijzing moeten bevatten naar de Richtlijn of vergezeld moeten gaan van een dergelijke verwijzing bij hun officiële bekendmaking. Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat de wet in ontwerp

référence lors de leur publication officielle. L'article 2 de la présente proposition dispose que la loi proposée intègre dans la législation belge les dispositions relatives à l'article 4, alinéa 3, de la directive 2004/83/CE et relatives à l'article 23, alinéa 4 et 28, alinéa 2, de la directive 2005/85/CE.

Art. 3

La forte augmentation du nombre de demandes d'asile enregistrée récemment entraîne inévitablement une forte augmentation de la charge de travail des instances compétentes en matière d'asile. Celle-ci doit obligatoirement entraîner une augmentation des capacités des instances d'asile qui permette d'éviter une aggravation du retard administratif. La référence à cet égard doit toujours être l'impact de l'arriéré administratif sur la crise aiguë observée en matière d'accueil (chaque jour de procédure supplémentaire équivalant à un jour d'accueil supplémentaire pour le demandeur d'asile visé).

Le nombre de juges du Conseil du contentieux des étrangers étant inscrit dans la loi, seule une modification de la loi permettra d'augmenter les capacités dudit Conseil afin que celles-ci soient à la mesure de l'augmentation de l'afflux de demandes. Pour répondre aux besoins du Conseil du contentieux des étrangers, le nombre des membres de son corps de magistrats, fixé par la loi, est porté de 32 à 40 membres.

Art. 4

Outre les modifications affectant la loi sur l'accueil, il est également indispensable d'apporter plusieurs modifications à la loi sur le séjour. Ce n'est que comme cela que l'on pourra remédier à la crise observée en matière d'asile, principalement grâce à un traitement rapide et correct des demandes d'asile particulières.

Une procédure écrite est prévue pour les demandes d'asile multiples. Cela permettra d'inciter l'étranger concerné à introduire d'emblée un dossier complet, ce qui doit permettre un suivi plus rapide de la part des instances compétentes en matière d'asile.

Bien que la prise en considération des demandes multiples doive désormais être effectuée par le Commissaire général (modification des articles 51/8 et 52 de la loi sur le séjour), il demeure souhaitable que, dans ces cas aussi, la demande soit introduite en passant par l'Office des étrangers. Cela permettra en effet d'assurer le suivi administratif (inscription dans le registre d'attente) et l'application de la décision de Dublin concernant la

de bepalingen inzake artikel 4, lid 3 van de richtlijn 2004/83/EG en inzake artikel 23, lid 4 en 28, lid 2 van de richtlijn 2005/85/EG integreert in de Belgische wetgeving.

Art. 3

De recente sterke stijging van het aantal asielaanvragen vertaalt zich onvermijdelijk in een enorme stijging van de werklast bij de asielinstanties. Een capaciteitsverhoging van de asielinstanties is dan ook onvermijdelijk om te vermijden dat de administratieve achterstand verder oploopt. Daarbij dient de impact van de administratieve achterstand op de acute opvangcrisis steeds als referentiekader genomen te worden (één dag langer in procedure betekent ook één dag langer opvang voor de betrokken asielzoeker).

Bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen is het aantal rechters in de wet ingeschreven. Hierdoor is een verhoging van de capaciteit, op maat van de gestegen instroom, enkel mogelijk met een wetswijziging. Om tegemoet te komen aan de noden van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen wordt het in de wet voorziene korps van magistraten van de Raad uitgebreid van 32 naar 40 leden.

Art. 4

Naast de wijzigingen van de Opvangwet, zijn ook verschillende aanpassingen van de verblijfswet strikt noodzakelijk. Enkel zo kan de asielcrisis bijgestuurd worden, en dit vooral door een snelle en correcte behandeling van bijzondere gevallen van asielaanvragen mogelijk te maken.

Wat de meervoudige asielaanvragen betreft, wordt voorzien in een schriftelijke procedure. Hierdoor wordt de vreemdeling aangespoord om onmiddellijk een volledig dossier in te dienen, wat een vlottere opvolging door de asielinstanties mogelijk moet maken.

Ondanks het feit dat de inoverwegingname van de meervoudige aanvraag voortaan door de Commissaris-generaal zal gebeuren (wijziging art. 51/8 en 52 verblijfswet), blijft het wenselijk dat de aanvraag ook in deze gevallen wordt ingediend via de Dienst Vreemdelingenzenaken. Dit zal het immers mogelijk maken de administratieve opvolging (inschrijving wachtregister) mogelijk te maken, evenals de Dublin beslissing inzake

détermination de l'État membre de l'Union européenne responsable du traitement de la demande d'asile.

Art. 5

Bien que la directive de qualification (article 4 de la directive 2004/83/CE) mentionne l'obligation pour les demandeurs d'asile de collaborer à l'établissement de leur identité et de leur itinéraire en présentant toutes les pièces d'identité et tous les titres de voyage qu'ils possèdent, ces documents ne sont pas toujours exigés en Belgique. Il en résulte qu'en pratique, l'on accepte dans de nombreux cas *de facto* comme identité l'identité et la nationalité que le demandeur d'asile "déclare" avoir, ce qui incite à commettre des abus au moyen d'identités falsifiées.

Conformément aux dispositions de la directive, la modification apportée par cet article vise à demander une contribution active de la part de l'étranger lors de l'établissement de son identité, de son origine et de son itinéraire. À défaut, l'Office des étrangers pourra décider de ne pas prendre la demande en considération.

Le soin de prendre ou non en considération des demandes d'asile multiples est retiré à l'Office des étrangers et confié au Commissaire général qui décide déjà de l'ensemble du dossier des demandes d'asile antérieures, ce qui permettra une décision globale plus rapide en toute connaissance de cause.

Art. 6

Les possibilités pour le Commissaire général de déclarer une demande manifestement non fondée sont sensiblement élargies.

Plus précisément, les possibilités énoncées aux articles 23, alinéa 4, et 28, alinéa 2, de la directive 2005/85/CE sont intégrées telles quelles dans la législation belge sur le séjour des étrangers.

À cet égard, on soulignera les éléments spécifiques suivants:

- La suppression du § 1^{er}, 2^o, a), est possible dès lors que l'option de la demande d'asile frauduleuse est désormais réglée de manière plus explicite notamment au nouveau 12^o;

- Dans le 8^o, il est instauré un système de liste des "pays sûrs". Il appartiendra au ministre compétent pour le séjour des étrangers de dresser cette liste.

de vaststelling van de verantwoordelijke EU lidstaat voor de behandeling van de aanvraag.

Art. 5

Hoewel de Kwalificatierichtlijn (art. 4 richtlijn 2004/83/EG) de verplichting vermeldt voor asielzoekers om mee te werken bij de vaststelling van hun identiteit en reisweg door het voorleggen van alle identiteits- en reisdocumenten die zij bezitten, wordt dit in België niet steeds vereist. Resultaat hiervan is dat in de praktijk in vele gevallen als identiteit de facto de identiteit en nationaliteit aanvaard wordt die de asielzoeker "verklaart" te hebben. Dit nodig uit tot misbruik door middel van vervalste identiteiten.

Met deze wijziging wordt, conform de bepalingen van de richtlijn, een actieve bijdrage gevraagd van de vreemdeling bij het vaststellen van zijn identiteit, herkomst en reisweg. Zoniet zal de Dienst Vreemdelingenzaken kunnen beslissen om de aanvraag niet in overweging te nemen.

De al dan niet inoverwegingname van meervoudige asielaanvragen wordt dan weer ontrokken aan de bevoegdheid van de Dienst Vreemdeling en toegekend aan de Commissaris-generaal die reeds over het volledige asieldossier van de vroegere aanvragen beslist. Dit zal een snellere totaalbeslissing met volledige kennis van zaken mogelijk maken.

Art. 6

De mogelijkheden voor de Commissaris-generaal om een aanvraag kennelijk ongegrond te verklaren worden gevoelig uitgebreid.

Meer precies worden de mogelijkheden die zijn opgenomen in artikel 23, lid 4 en 28, lid 2 van de richtlijn 2005/85/EG gekopieerd in de Belgische verblijfswetgeving.

Daarbij kunnen volgende specifieke elementen worden benadrukt:

- Het schrappen van § 1, 2^o, a) is mogelijk omdat de optie van de bedrieglijke asielaanvraag voortaan expliciter geregeld wordt in o.m. het nieuwe punt 12^o;

- In 8^o wordt een systeem ingevoerd van de lijst met "veilige landen". Het zal de minister die bevoegd is voor het verblijf van vreemdelingen toekomen om deze

À cet égard, il ne sera pas lié par les avis qu'il reçoit du Commissaire général ni par leur ministre des Affaires étrangères.

En outre, il n'est pas renvoyé à la liste du Conseil de l'UE, compte tenu de l'annulation de cette disposition par l'arrêt C133/06 de la Cour de justice du 6 mai 2008.

— Les dispositions prévues aux points 9°, 10°, 11° et 18° doivent permettre de poursuivre la lutte contre la fraude à l'identité dans le cadre des demandes d'asile.

— Le 13° confie la décision de prendre ou non en considération la demande au Commissaire général, et non plus à l'Office des Étrangers. À cet égard, il a été opté pour la formulation, plus claire, appliquée jusqu'à présent pour la décision de non-prise en considération par l'Office des Étrangers (art. 51/8 modifié), et non pour la copie littérale de la directive.

— Les nouvelles dispositions des points 14° et 15° permettent d'intervenir dans les cas où l'étranger introduit une demande d'asile uniquement pour éviter un éloignement. Un tel usage impropre de la procédure, à des fins purement dilatoires, doit absolument être combattu.

— Au 16°, il est expressément requis que l'introduction de tous les documents pertinents se fasse au moment de l'introduction de la demande.

— En ce qui concerne le 17°, la disposition de la directive n'est pas reprise intégralement car, dans le cas de la Belgique, l'évaluation du danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public incombe à l'Office des Étrangers et non au Commissaire général.

En outre, une procédure accélérée est prévue pour plusieurs de ces nouvelles hypothèses. En prévoyant une décision dans un délai de 15 jours, on allège également la charge qui pèse sur le réseau d'accueil. La procédure de recours mentionnée est exactement la même que celle qui a été prévue jusqu'à ce jour, à l'article 51/8, alinéa 3.

En plus, la procédure spéciale basée sur l'article 57/6, alinéa 1^{er}, 2^o, et dernier alinéa est toujours applicable aux demandes de citoyens de l'UE. La présente proposition de loi ne modifie pas cette procédure, de sorte que les demandes d'asile de citoyens de l'UE devront toujours être traitées dans un délai de 5 jours.

lijst vast te stellen. Hij is daarbij niet gebonden door de adviezen die hij ontvangt van de Commissaris-generaal, noch van de minister van Buitenlandse zaken.

Verder wordt de verwijzing naar de lijst van de Raad van de EU niet opgenomen gelet op het de vernietiging van deze bepaling bij het arrest C133/06 van het Hof van Justitie dd. 6 mei 2008.

— De bepalingen in 9°, 10°, 11° en 18° moeten identiteitsfraude bij asielaanvragen verder tegengaan.

— Met 13° wordt de beslissing tot al dan niet inoverwegingname toegekend aan de Commissaris-generaal en komt deze niet langer de Dienst Vreemdelingenzaken toe. Daarbij werd geopteerd voor de duidelijker formulering zoals deze tot vandaag van toepassing was voor de niet inoverwegingname-beslissing door DVZ (gewijzigd art. 51/8) en niet voor der letterlijke kopie van de richtlijn.

— Met de nieuwe bepalingen 14° en 15° wordt opgetreden in de gevallen waar de vreemdeling enkel en alleen een asielaanvraag indient om een verwijdering te vermijden. Dergelijk oneigenlijk gebruik van de procedure met louter dilatoire doelstellingen moet absoluut worden tegengegaan.

— In 16° wordt uitdrukkelijk vereist dat de indiening van alle relevante documenten dient te gebeuren op het ogenblik dat de aanvraag wordt ingeleid.

— Wat 17° betreft, wordt de bepaling van de richtlijn niet integraal overgenomen omdat, in de Belgische situatie, de impact van het gevaar voor de nationale veiligheid of de openbare orde de Dienst Vreemdelingenzaken en niet de Commissaris-generaal toekomt.

Bovendien wordt voor verschillende van deze nieuwe hypotheses in een snelle procedure voorzien. Door een beslissing binnen een termijn van 15 dagen te voorzien, wordt ook de belasting van het opvangnetwerk ingeperkt. De beroepsprocedure die wordt vermeld is exact dezelfde als tot op vandaag werd voorzien in artikel 51/8, derde lid.

Daarnaast geldt nog steeds de bijzondere procedure op grond van artikel 57/6, eerste lid, 2^o en laatste lid voor aanvragen van EU burgers. Deze procedure wordt met dit wetsvoorstel niet gewijzigd, zodat asielaanvragen van EU burgers nog steeds op een termijn van 5 dagen zullen worden afgehandeld.

Art. 7

Cette modification est possible du fait que, dans ces cas, l'article 52, § 5, alinéa 2, modifié prévoit un délai de traitement, raccourci, de 15 jours.

Art. 8

Cette modification vise à reprendre l'article 4, alinéa 3, de la directive 2004/83/CE dans la loi sur le séjour.

Art. 9

Il doit être possible d'accélérer le traitement des dossiers en donnant, dans certains cas bien précis, au Commissaire général la possibilité de prendre des décisions sans entendre l'étranger concerné. Cette procédure accélérée dégagera du temps et des moyens pour traiter les autres demandes.

Ici aussi il s'agit d'une intégration de la réglementation européenne, plus particulièrement de l'article 12 de la directive 2005/85/CE.

Art. 7

Deze wijziging is mogelijk gelet op het feit dat in deze gevallen in een verkorte behandelingstermijn van 15 dagen wordt voorzien in het gewijzigde artikel 52, § 5, tweede lid.

Art. 8

Met deze wijziging wordt artikel 4, lid 3 van de richtlijn 2004/83/EG overgenomen in de verblijfswet.

Art. 9

Door in bepaalde, erg duidelijke gevallen in de mogelijkheid te voorzien voor de Commissaris-generaal om beslissingen te nemen zonder de betrokken vreemdeling te horen, moet de behandeling van deze dossiers kunnen worden bespoedigd. Hierdoor komen tijd en middelen vrij voor de afhandeling van de overige aanvragen.

Het betreft in deze opnieuw een integratie van Europese regelgeving, meer in het bijzonder van artikel 12 van de richtlijn 2005/85/EG.

Sarah SMEYERS (N-VA)
Theo FRANCKEN (N-VA)
Daphné DUMERY (N-VA)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

La présente loi intègre notamment l'article 4, § 3, de la directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts, et les articles 23, § 4, et 28, § 2, de la directive du Conseil du 1^{er} décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres.

Art. 3

Dans l'article 39/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par la loi du 23 décembre 2009, les mots "trente-deux membres" sont remplacés par les mots "quarante membres" et les mots "vingt-six juges" sont remplacés par les mots "trente-quatre juges".

Art. 4

Dans l'article 50 de la même loi, remplacé par la loi du 14 juillet 1987, modifié par les lois du 6 mai 1993, du 15 juillet 1996 et du 15 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1° entre les alinéas 1^{er} et 2, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit:

"Si l'étranger a déjà introduit une demande d'asile précédemment et si depuis lors, il n'est pas retourné dans son pays d'origine ou dans un pays où il est autorisé au séjour, il introduit sa demande par écrit auprès du ministre ou de son délégué. Cette demande écrite doit contenir notamment les nouveaux éléments mentionnés à l'article 52, § 1^{er}, 13°.";

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Deze wet integreert onder meer artikel 4, derde lid van de richtlijn 2004/83/EG van de Raad van 29 april 2004 inzake minimumnormen voor de erkenning van onderdanen van derde landen en staatlozen als vluchteling of als persoon die anderszins internationale bescherming behoeft, en de inhoud van de verleende bescherming, en de artikelen 23, vierde lid en 28, tweede lid van de richtlijn van de Raad van 1 december 2005 betreffende minimumnormen voor de procedures in de lidstaten voor de toekenning of intrekking van de vluchtelingenstatus.

Art. 3

In artikel 39/4 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wet van 23 december 2009, worden de woorden "tweeëndertig leden" vervangen door de woorden "veertig leden" en worden de woorden "zesentwintig rechters" vervangen door de woorden "vierendertig rechters".

Art. 4

In artikel 50 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 14 juli 1987, gewijzigd bij de wetten van 6 mei 1993, 15 juli 1996 en 15 september 2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende:

"Indien de vreemdeling voorheen reeds een asielaanvraag indiende en hij sindsdien niet is teruggekeerd naar zijn land van herkomst of naar een land waar hij tot verblijf is toegelaten, dient hij zijn aanvraag schriftelijk in bij de minister of zijn gemachtigde. Deze schriftelijke aanvraag dient onder meer de in artikel 52, § 1, 13° vermelde nieuwe gegevens te bevatten.";

2° L'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, est complété par les mots “Lorsque l'étranger introduit une demande visée à l'alinéa 2, le ministre ou son délégué lui en donne acte par écrit et en informe immédiatement le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.”.

Art. 5

Dans l'article 51/8 de la même loi, inséré par la loi du 6 mai 1993, renuméroté par la loi du 15 juillet 1996, et modifié par les lois des 15 septembre 2006 et 22 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit: “Le ministre ou son délégué décide dans un délai de quinze jours de ne pas prendre la demande d'asile en considération lorsque l'étranger ne manifeste aucune volonté claire de coopérer à l'établissement de son identité, de son origine et de son itinéraire.”;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit: “Si aucune décision n'a été prise dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, la déclaration est prise en considération.”.

Art. 6

Dans l'article 52 de la même loi, remplacé par la loi du 18 juillet 1991 et modifié en dernier lieu par la loi du 22 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées:

1° le § 1^{er}, 2°, a, est abrogé;

2° dans le § 1^{er}, 7°, les mots “l'étranger” sont remplacés par les mots “le demandeur d'asile”;

3° le § 1^{er} est complété par les 8° à 18° rédigés comme suit:

“8° si la demande est manifestement non fondée, parce que le demandeur d'asile provient d'un pays d'origine sûr figurant sur la liste dressée par le ministre. En dressant chaque mois cette liste, le ministre tient compte de l'avis non contraignant du ministre des Affaires étrangères et du Commissaire général, de la situation sur le plan juridique, de l'application de la législation et de la situation politique générale dans le pays tiers concerné et, en particulier, de la capacité du pays tiers concerné à faire respecter et à protéger les droits de l'homme;

2° Het tweede lid, dat het derde lid wordt, wordt aangevuld met de woorden “Wanneer de vreemdeling een aanvraag bedoeld in het tweede lid aflegt, verleent de minister of zijn gemachtigde hem daarvan schriftelijk akte en licht daarvan onmiddellijk de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen in.”.

Art. 5

In artikel 51/8 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1993, hernummerd bij de wet van 15 juli 1996, en gewijzigd bij de wetten van 15 september 2006 en 22 december 2008 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt: “De minister of diens gemachtigde beslist binnen een termijn van vijftien dagen om de asielaanvraag niet in aanmerking te nemen indien de vreemdeling geen blijk geeft van bereidheid tot medewerking bij het vaststellen van zijn identiteit, herkomst en reisweg.”;

2° het tweede lid wordt vervangen door de woorden “Indien binnen de in het eerste lid vermelde termijn geen enkele beslissing getroffen werd, wordt de verklaring in aanmerking genomen.”.

Art. 6

In artikel 52 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 18 juli 1991 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 22 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 1, 2° a, wordt opgeheven;

2° in § 1, 7° worden de woorden “de vreemdeling” vervangen door de woorden “de asielzoeker”;

3° § 1 wordt aangevuld met de bepalingen onder 8° tot 18°, luidende:

“8° wanneer de aanvraag kennelijk ongegrond is omdat de asielzoeker afkomstig is uit een veilig land van herkomst dat is opgenomen in de lijst opgesteld door de minister. Bij de maandelijkse opstelling van de lijst houdt de minister rekening met het niet bindend advies van de minister van Buitenlandse zaken en de Commissaris-generaal, met de juridische situatie, met de toepassing van de rechtsvoorschriften en met de algemene politieke omstandigheden in het betrokken derde land en inzonderheid met het feit dat het betrokken derde land in staat is de mensenrechten te handhaven en te beschermen;

9° si la demande est manifestement non fondée, parce que le demandeur d'asile a induit les autorités en erreur en ce qui concerne son identité et/ou sa nationalité et/ou l'authenticité de ses documents, en présentant de fausses informations ou de faux documents ou en dissimulant des informations ou des documents pertinents qui auraient pu influencer la décision dans un sens défavorable;

10° si la demande est manifestement non fondée, parce que le demandeur d'asile a introduit une autre demande d'asile mentionnant d'autres données personnelles;

11° si la demande est manifestement non fondée, parce que le demandeur d'asile n'a produit aucune information permettant d'établir, avec une certitude suffisante, son identité ou sa nationalité, ou s'il est probable que, de mauvaise foi, il a procédé à la destruction ou s'est défait de pièces d'identité ou de titres de voyage qui auraient pu aider à établir son identité ou sa nationalité;

12° si la demande est manifestement non fondée, parce que le demandeur d'asile a fait des déclarations incohérentes, contradictoires, peu plausibles ou insuffisantes qui ôtent toute force de persuasion à l'allégation selon laquelle il aurait été victime de persécutions visées dans la directive 2004/83/CE;

13° si la demande est manifestement non fondée, parce que le demandeur d'asile a déjà introduit auparavant la même demande d'asile auprès d'une des autorités désignées par le Roi en exécution de l'article 50, alinéa 1^{er}, et qu'il ne fournit pas de nouveaux éléments montrant qu'il existe, en ce qui le concerne, de sérieuses indications d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève, telle que définie à l'article 48/3 ou de sérieuses indications d'un risque réel d'atteintes graves telles que définis à l'article 48/4. Les nouveaux éléments doivent avoir trait à des faits ou des situations qui se sont produits après la dernière phase de la procédure au cours de laquelle l'étranger aurait pu les fournir;

14° si la demande est manifestement non fondée, parce que le demandeur d'asile n'a pas introduit plus tôt sa demande, sans motif valable, alors qu'il avait la possibilité de le faire;

15° si la demande est manifestement non fondée, parce que le demandeur d'asile n'introduit une demande que dans le but de reporter ou de déjouer l'exécution d'une décision précédente ou imminente devant conduire à son éloignement;

9° wanneer de aanvraag kennelijk ongegrond is omdat de asielzoeker de autoriteiten heeft misleid door omtrent zijn identiteit en/of nationaliteit valse informatie of documenten te verstrekken of door relevante informatie of documenten die een negatieve invloed op de beslissing hadden kunnen hebben, achter te houden;

10° wanneer de aanvraag kennelijk ongegrond is omdat de asielzoeker een andere asielaanvraag met vermelding van andere persoonsgegevens heeft ingediend;

11° wanneer de aanvraag kennelijk ongegrond is omdat de asielzoeker geen informatie heeft verstrekt aan de hand waarvan met een redelijke mate van zekerheid zijn identiteit of nationaliteit kan worden vastgesteld, of indien hij waarschijnlijk, te kwader trouw, een identiteits- of reisdocument dat ertoe kon bijdragen dat zijn identiteit of nationaliteit werd vastgesteld, heeft vernietigd of zich daarvan heeft ontdaan;

12° wanneer de aanvraag kennelijk ongegrond is omdat de asielzoeker inconsistente, contradictoire, onwaarschijnlijke of ontoereikende verklaringen heeft afgelegd die alle overtuigingskracht ontnemen aan zijn bewering dat hij het slachtoffer zou zijn van vervolging overeenkomstig Richtlijn 2004/83/EG;

13° wanneer de aanvraag kennelijk ongegrond is omdat de asielzoeker voorheen reeds dezelfde aanvraag heeft ingediend bij een door de Koning aangewezen overheid in uitvoering van artikel 50, eerste lid, en hij geen nieuwe gegevens aanbrengt dat er, wat hem betreft, ernstige aanwijzingen bestaan van een gegrond vrees voor vervolging in de zin van het Verdrag van Genève, zoals bepaald in artikel 48/3, of ernstige aanwijzingen bestaan van een reëel risico op ernstige schade zoals bepaald in artikel 48/4. De nieuwe gegevens moeten betrekking hebben op feiten of situaties die zich hebben voorgedaan na de laatste fase in de procedure waarin de asielzoeker ze had kunnen aanbrengen;

14° wanneer de aanvraag kennelijk ongegrond is omdat de asielzoeker zonder redelijke grond heeft nagelaten zijn asielaanvraag eerder in te dienen hoewel hij de gelegenheid had dat te doen;

15° wanneer de aanvraag kennelijk ongegrond is omdat de asielzoeker enkel een verzoek indient teneinde de uitvoering van een eerdere of van een op handen zijnde beslissing die tot zijn verwijdering zou leiden, uit te stellen of te verijdelen;

16° si la demande est manifestement non fondée, parce que, sans motif valable, le demandeur d'asile n'a pas, afin d'étayer la demande de protection internationale, joint à la demande introductory tous les éléments et documents en sa possession pouvant être pertinents pour l'examen de la demande. Ces éléments correspondent aux déclarations du demandeur d'asile et à tous les documents dont le demandeur d'asile dispose concernant son âge, son passé, y compris celui des parents à prendre en compte, son identité, sa ou ses nationalité(s), le ou les pays ainsi que le ou les lieux où il a résidé auparavant, ses demandes d'asile antérieures, son itinéraire, ses pièces d'identité et ses titres de voyage, ainsi que les raisons justifiant la demande de protection internationale;

17° si la demande est manifestement non fondée, parce que le demandeur d'asile est entré ou a prolongé son séjour illégalement sur le territoire de l'État membre et, sans motif valable, ne s'est pas présenté aux autorités ou n'a pas introduit sa demande d'asile dans les délais les plus brefs compte tenu des circonstances de son entrée sur le territoire;

18° si la demande est manifestement non fondée, parce que le demandeur d'asile refuse de se conformer à l'obligation de donner ses empreintes digitales conformément aux dispositions de l'article 51/3 ou de la réglementation européenne concernée;";

4° dans le § 2, 2°, les mots "et 7°" sont remplacés par les mots "et 7° à 18°";

5° dans le § 3, 2°, les mots "et 7°" sont remplacés par les mots "et 7° à 18°";

6° dans le § 3, 3°, les mots "4° ou 5°" sont remplacés par les mots "4° et 5°";

7° dans le § 4, 2°, les mots "et 7°" sont remplacés par les mots "et 7° à 18°";

8° dans le § 4, 3°, les mots "4° ou 5°" sont remplacés par les mots "4° et 5°";

9° le § 5 est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit:

"Dans les cas visés au § 1^{er}, 8°, 11° et 13° à 18° et au § 2, 3° à 5°, le délai prévu à l'alinéa 1^{er} est ramené à 15 jours. Dans ces cas, la décision n'est susceptible que d'un recours en annulation devant le Conseil du Contentieux des étrangers. Aucune demande de suspension ne peut être introduite contre cette décision.".

16° wanneer de aanvraag kennelijk ongegrond is omdat de asielzoeker zonder gegronde reden niet samen met de inleidende aanvraag alle elementen en alle documenten die in zijn bezit zijn en die relevant zijn voor de behandeling van de aanvraag heeft overgemaakt ter staving van het verzoek om internationale bescherming. Deze elementen bestaan uit de verklaringen van de asielzoeker en alle documentatie in het bezit van de asielzoeker over zijn leeftijd, achtergrond, ook die van relevante familieleden, identiteit, nationaliteit(en), land(en) en plaats(en) van eerder verblijf, eerdere asielaanvragen, reisroutes, identiteits- en reisdocumenten en de redenen waarom hij een verzoek om internationale bescherming indient;

17° wanneer de aanvraag kennelijk ongegrond is omdat de asielzoeker het grondgebied van de lidstaat onrechtmatig is binnengekomen of zijn verblijf op onrechtmatige wijze heeft verlengd en zich, gezien de omstandigheden van zijn binnenkomst, zonder gegronde reden niet zo snel mogelijk bij de autoriteiten heeft aangemeld of een asielaanvraag heeft ingediend;

18° wanneer de aanvraag kennelijk ongegrond is omdat de asielzoeker weigert te voldoen aan de verplichting zijn vingerafdrukken te laten nemen overeenkomstig de bepalingen van artikel 51/3 of de desbetreffende Europese regelgeving;";

4° in § 2, 2° worden de woorden "en 7°" vervangen door de woorden "en 7° tot 18°";

5° in § 3, 2° worden de woorden "en 7°" vervangen door de woorden "en 7° tot 18°";

6° in § 3, 3° worden de woorden "4° of 5°" vervangen door de woorden "4° en 5°";

7° in § 4, 2° worden de woorden "en 7°" vervangen door de woorden "en 7° tot 18°";

8° in § 4, 3° worden de woorden "4° of 5°" vervangen door de woorden "4° en 5°";

9° § 5 wordt aangevuld met een nieuw lid, luidende:

"In de in § 1, 8°, 11° en 13° tot 18° en in § 2, 3° tot 5° bedoelde gevallen wordt de termijn vermeld in het eerste lid teruggebracht tot 15 dagen. In deze gevallen is de beslissing alleen vatbaar voor een beroep tot nietigverklaring bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Er kan geen vordering tot schorsing tegen deze beslissing worden ingesteld.".

Art. 7

L'article 52/2, § 2, 4°, de la même loi , inséré par la loi du 15 septembre 2006, est abrogé.

Art. 8

Dans la même loi, il est inséré un article 57/7*quater* rédigé comme suit:

“Article 57/7*quater*.

Le Commissaire général apprécie toujours la demande sur une base individuelle et tient notamment compte:

1° de tous les faits pertinents concernant le pays d'origine au moment de statuer sur la demande, y compris les lois et règlements du pays d'origine et la manière dont ils sont appliqués;

2° des informations et documents pertinents présentés par le demandeur, y compris les informations permettant de déterminer si le demandeur a fait ou pourrait faire l'objet de persécution ou d'atteintes graves;

3° du statut individuel et la situation personnelle du demandeur, y compris des facteurs comme son passé, son sexe et son âge, pour déterminer si, compte tenu de la situation personnelle du demandeur, les actes auxquels le demandeur a été ou risque d'être exposé pourraient être considérés comme une persécution ou une atteinte grave;

4° du fait que, depuis qu'il a quitté son pays d'origine, le demandeur a ou non exercé des activités dont le seul but était de créer les conditions nécessaires pour présenter une demande de protection internationale, pour déterminer si ces activités l'exposeraient à une persécution ou à une atteinte grave s'il rentrait dans ce pays;

5° du fait qu'il est raisonnable de penser que le demandeur pourrait se prévaloir de la protection d'un autre pays dont il pourrait revendiquer la citoyenneté.”.

Art. 7

Artikel 52/2, § 2, 4° van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 wordt opgeheven.

Art. 8

In dezelfde wet wordt een artikel 57/7*quater* ingevoegd, luidende:

“Artikel 57/7*quater*.

De Commissaris-generaal beoordeelt het verzoek steeds op individuele basis en houdt onder meer rekening met:

1° alle relevante feiten in verband met het land van herkomst op het tijdstip waarop een beslissing inzake het verzoek wordt genomen met inbegrip van wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van het land van herkomst en de wijze waarop deze worden toegepast;

2° de door de verzoeker afgelegde verklaring en overgelegde documenten, samen met informatie over de vraag of de verzoeker aan vervolging of andere ernstige schade is blootgesteld dan wel blootgesteld zou kunnen worden;

3° de individuele situatie en persoonlijke omstandigheden van de verzoeker, waartoe factoren behoren zoals achtergrond, geslacht en leeftijd, teneinde te beoordelen of op basis van de persoonlijke omstandigheden van de verzoeker, de daden waaraan hij blootgesteld is of blootgesteld zou kunnen worden, met vervolging of ernstige schade overeenkomen;

4° de vraag of zijn activiteiten, sedert hij zijn land heeft verlaten, uitsluitend ten doel hadden de nodige voorwaarden te scheppen om een verzoek om internationale bescherming te kunnen indienen, teneinde na te gaan of de betrokkenen, in geval van terugkeer naar dat land, door die activiteiten aan vervolging of ernstige schade zal worden blootgesteld;

5° de vraag of in redelijkheid kan worden verwacht dat de verzoeker zich onder de bescherming kan stellen van een ander land waar hij zich op zijn staatsburgerschap kan beroepen.”.

Art. 9

Dans l'article 57/8 de la même loi, inséré par la loi du 14 juillet 1987 et modifié par les lois du 6 mai 1993 et du 15 septembre 2006, il est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 un nouvel alinéa rédigé comme suit:

“Dans les cas suivants, le Commissaire général peut prendre les décisions visées à l'article 57/6, alinéa 1^{er}, 1^o à 7^o, sans convoquer l'étranger concerné à une audition:

- s'il est manifestement possible de reconnaître le statut de réfugié ou d'accorder le statut de protection subsidiaire sur la base du dossier dont dispose le Commissaire général;

- si l'étranger se trouve dans l'un des cas visés aux articles 55/2 à 55/5;

- s'il peut être fait application de l'article 52, § 1^{er}, 2^o, 8^o, 12^o, 13^o ou 15^o.

28 octobre 2010

Art. 9

In artikel 57/8 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1987, en gewijzigd bij de wetten van 6 mei 1993 en 15 september 2006, wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidende:

“In de volgende gevallen kan de Commissaris-generaal de in artikel 57/6, eerste lid, 1^o tot 7^o bedoelde beslissingen nemen zonder de betrokken vreemdeling op te roepen voor een gehoor:

- indien het kennelijk mogelijk is de vluchtelingenstatus te erkennen of de subsidiaire beschermingsstatus toe te kennen op basis van het dossier waarover de Commissaris-generaal beschikt;

- indien de vreemdeling valt onder één van de in artikel 55/2 tot 55/5 bedoelde gevallen;

- indien toepassing kan worden gemaakt van artikel 52, § 1, 2^o, 8^o, 12^o, 13^o of 15^o.

28 oktober 2010

Sarah SMEYERS (N-VA)
Theo FRANCKEN (N-VA)
Daphné DUMERY (N-VA)